

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE MORUE À DESTINATION DE LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, après s'être entretenu avec le Commissaire du commerce de la Communauté économique européenne, le ministre du Commerce extérieur a déclaré qu'à la suite de cet incident avec les chalutiers espagnols, la Communauté économique européenne bloque la vente de notre morue étêtée. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si la déclaration du ministre est exacte, étant donné que la Communauté économique européenne a nié aujourd'hui avoir pris une mesure du genre contre notre morue étêtée? C'est peut-être le ministre qui a perdu la tête.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous présentons des instances à la Communauté économique européenne au sujet de la morue depuis quelque temps déjà et nous les poursuivons. Il n'y a aucun doute que l'incident relatif aux chalutiers espagnols nuit de façon générale aux relations entre le Canada et tous les pays de la Communauté économique européenne pour ce qui est des questions touchant la pêche et notamment la morue.

• (1430)

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, si la Communauté économique européenne décide de bloquer nos exportations de morue vers des pays membres, le gouvernement prendra-t-il alors la mesure qui s'impose en annulant le contingent de prises de morue dans les eaux canadiennes accordé aux pêcheurs de la Communauté économique européenne?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et Océans): Monsieur le Président, en réponse au député, je voudrais lui signaler qu'à ce stade-ci, nous n'avons aucune preuve que la Communauté bloque l'importation de morue en provenance de la région de l'Atlantique et que de toute façon, les règles du GATT l'en empêchent. S'il juge que nous ne devrions pas faire respecter notre zone de pêche jusqu'à la limite des 200 milles, dans ce cas qu'il aille le dire aux gens de sa province.

M. Gauthier: Le ministre tente de noyer le poisson.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—ON DEMANDE UN EMBARGO SUR LES
PRODUITS AGRICOLES IMPORTÉS

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, tout comme moi, a entendu Monseigneur Tutu, vendredi soir, supplier que l'on aide les Sud-Africains, blancs et noirs, une demande qui est appuyée par des dizaines de milliers de Canadiens et par les délégués du CNA qui est réuni ici aujourd'hui. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que le Canada avait inspiré d'autres pays à

Questions orales

prendre des sanctions. Ne serait-il pas temps d'inspirer encore les autres, en imposant immédiatement un embargo sur les produits agricoles importés au Canada, qui pourrait être imité par le reste du Commonwealth?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il y a quelques années, en 1979 lorsque s'est résolue la question du Zimbabwe, nous avons appris que s'il y avait une chance que tout le Commonwealth agisse dans le même sens, il était dans l'intérêt du monde que l'on travaille à cette action commune, plutôt que de prendre des mesures particulières que les autres États pourraient ne pas suivre. Nous essayons de faire en sorte que le Commonwealth soit aussi efficace en 1986 qu'il l'a été en 1979. Cela ne réussira peut-être pas, mais nous voulons le tenter avant de prendre des mesures indépendantes qui pourraient saper l'accord de Nassau auquel nous avons souscrit.

LE LEADERSHIP CANADIEN

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous donner l'assurance que nous suivrons nos normes de leadership et non celles qui sont implicites dans l'accord avec la Grande-Bretagne, qui prévoit que l'on ne fera rien avant le mois d'août, puis que nous aurons une autre réunion l'année prochaine, alors que l'on continue à mourir en Afrique? Nous devrions prendre des mesures décisives qui serviraient de modèle au Commonwealth.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, l'accord de Nassau n'est pas avec la Grande-Bretagne seulement, il a été signé par tous les membres du Commonwealth. Le Canada, l'Inde et l'Australie ont travaillé à la conclusion de cet accord. Nous avons l'intention de l'honorer, car nous le considérons comme le meilleur moyen de s'assurer que le Commonwealth puisse agir efficacement à l'avenir. Bien entendu, cela signifierait des mesures de la part du gouvernement britannique aussi bien que de celui des autres pays.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE MORUE À DESTINATION DE LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le ministre des Pêches et des Océans vient de déclarer qu'il n'y a pas le moindre signe de problème avec la CEE relativement à la pêche à la morue, alors que le ministre du Commerce extérieur a signalé que l'affaire des chalutiers nous causait des difficultés avec la CEE en ce qui concerne la morue. Le vice-premier ministre peut-il organiser une rencontre entre les deux ministres pour qu'ils puissent décider quels faits sont les bons, vu qu'il s'agit d'un marché d'exportation de 55 millions de dollars qui revêt beaucoup d'importance pour notre bien-être économique? Pensez-vous que les deux ministres pourront réussir à s'entendre, monsieur le Président?